

Valoriser les actions environnementales au Cameroun

Édition 2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT FRANÇAIS Cameroun
Liberté
Créativité
Diversité

CONSEIL NOUVEAU SOMMET AFRIQUE FRANCE

FSPI Transition Écologique

Je m'engage pour l'Afrique JMA

SOMMAIRE

Présentation du projet FSPI 01

02 Edito de JMA et échanges de bonnes pratiques entre organisations de la société civile (OSC)

Contexte et réalités du terrain au Cameroun : Extraits du rapport de l'ADD 03

04 Présentation du jury (ADD, AJVC, Think Tank RSE, SCAC FSPI)

Présentation des structures 05

CHAPITRE 01

PRÉSENTATION DU PROJET DE FONDS DE SOLIDARITE POUR LES PROJETS INNOVANTS (FSPI)

Dans le cadre du projet Fonds de Solidarité pour les Projets innovants - Transition Écologique (FSPI Transition Écologique) porté par l'Ambassade de France au Cameroun, et le Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade, Je m'engage pour l'Afrique (JMA) a cherché à appréhender les enjeux des bonnes pratiques en matière de transition écologique au Cameroun et en Afrique pour créer une matrice de bonnes pratiques basée sur trois critères d'évaluation : bonne pratique managériale, de mise à l'échelle et de diversification.
Un formulaire de recensement a été mis à disposition des partenaires clés du FSPI afin de présenter leurs projets ainsi qu'auprès d'une base de données au Cameroun.

Sur la base des formulaires reçus, une sélection a été effectuée, appuyée par des experts de la transition écologique africains et français pour choisir 30 bonnes pratiques portées par les bénéficiaires de cette activité. Pour les mettre en avant, nous avons construit un annuaire présentant l'étendue des bonnes pratiques dans le pays. Pour soutenir cette visibilité, nos bénéficiaires ont également été formés au pitch et au personal branding avec l'accompagnement d'une experte en la matière. Ils ont rencontré des OSC françaises et africaines pour échanger sur leur expertise et diffuser leurs pratiques. À la suite de cette expérience, nous rédigeons ce livrable pour le communiquer à l'échelle internationale.

Le Cameroun se trouve confronté à un défi démographique majeur : d'ici 2050, sa population devrait quasiment doubler, atteignant les 52 millions d'habitants. En 2018, près de la moitié des Camerounais avaient moins de 15 ans, avec une moyenne de 4,8 enfants par femme. Parallèlement, les conditions de vie se détérioreront en raison de défis environnementaux significatifs, avec plus de 1,5 million d'hectares de forêts perdus entre 2001 et 2020.

Les changements climatiques exposent davantage la population aux risques de pauvreté et de famine, que ce soit du fait de la désertification, de la pluviométrie, ou de la sécheresse. Des recommandations émises par la Banque Mondiale appellent les pays à mettre en place des réformes rapides pour préserver l'environnement, assurer la résilience du pays et de sa population, transformant ainsi les défis en opportunités.

De nombreuses approches stratégiques sont envisageables pour atteindre cet objectif et s'accompagnent d'actions pragmatiques pour assurer une transition écologique durable. Les jeunes Camerounais sont la pierre angulaire de cette transformation. Il est impératif de les accompagner à acquérir une compréhension des enjeux environnementaux, sociaux et économiques par tous et pour tous, développer des solutions durables et valoriser leurs bonnes pratiques à l'échelle internationale. Ainsi, grâce à l'appui des jeunes formés aux politiques publiques, ils deviendront des acteurs clés des dynamiques de transformation des territoires.

Il en va donc que les structures agissant dans le domaine de la transition écologique doivent bénéficier de visibilité et de montée en compétence pour valoriser leur action.

CHAPITRE 02

EDITO DE JE M'ENGAGE POUR L'AFRIQUE (JMA)

Avant de se lancer dans cette étude, Je m'engage pour l'Afrique (JMA) s'est posé la question plus profonde de la signification concrète de "bonnes pratiques". Sujet à débat au sein de notre organisation, la terminologie "bonne pratique" peut souvent devenir fallacieuse, et obsolète, tant elle est en proie aux transformations fulgurantes des technologies, de l'avancée scientifique, mais aussi des profondes mutations de nos écosystèmes, et de l'avènement de nouvelles inconnues. Comment qualifier des pratiques comme "bonnes" dans un monde incertain ? Et qu'est-ce que cette vision de "bonne pratique" reflète du monde dans lequel nous vivons ?

L'agriculture productiviste érigeait, pendant la majorité du siècle dernier, l'usage des pesticides et du glyphosate comme bonne pratique. Couper les arbres pour augmenter sa zone d'exploitation agricole personnelle aussi, était une bonne pratique. Certains de nos grands-parents vous feront volontiers le récit de saignées, jugées utiles pour traiter des migraines et autres affections du quotidien. Et si nous étions, sans le savoir, en train d'adouber les fausses bonnes idées qui feront sourire (ou soupirer) nos enfants demain ?

Pour ne surtout pas tomber dans cet écueil, nous avons décidé d'adopter une approche méthodologique qui n'évalue pas seulement la pratique, mais la démarche. Nous avons cherché dans les candidatures des preuves de diversification, d'adaptation, et de malléabilité vis-à-vis des écosystèmes dans lesquels ces structures évoluent. Il était important pour nous d'avoir une vision moins contextuelle, et plus systémique de la place de ces organisations dans leurs communautés, et du dynamisme de leurs actions.

Grâce au jury et aux équipes internes de JMA, nous avons épluché chaque candidature à la recherche de signes d'un potentiel transformateur important, même embryonnaire, s'il permettait de démontrer la force de l'adaptabilité des organisations de la société civile.
Beaucoup sont à la recherche, dans les vestiges et les souvenirs de nos aïeux, de pistes plus durables pour continuer à subvenir aux besoins du plus grand nombre, sans détruire la planète sur notre chemin. Beaucoup voient dans les pratiques ancestrales, ancrées dans la communion avec la nature ou les pratiques pastorales d'antan, une forme d'inspiration.

Pourtant, avec les outils à notre disposition, ce n'est pas les pratiques qu'il faudrait répliquer, simplement l'état d'esprit. Celui qui laisse à penser que pour préserver la nature, il faut cesser de tenter, à tout prix, de la dominer. Et pour vivre les changements spectaculaires qui nous attendent, il faudra apprendre à s'adapter.

L'équipe de Je m'engage pour l'Afrique

Échanges avec les organisations de la société civile françaises et africaines : concevoir un échange de bonnes pratiques

Durant notre formation, nous avons souhaité concrétiser les efforts et les préoccupations de nos bénéficiaires, qui agissent dans les domaines de :

- Protection de la nature
- Agroécologie
- Outils de la transition écologique
- Transition énergétique
- Gestion des déchets

L'approche de notre équipe a consisté à solliciter l'expertise et la participation de nombreuses organisations de la société civile (OSC) françaises et africaines, pour permettre un échange d'expertise et de bonnes pratiques. Il s'agit notamment de :

- **Koraï,** une startup franco-malgache fondée par Jeimila Donty, qui agit pour la restauration de la barrière des coraux à Madagascar et pour le rachat des crédits carbones aux entreprises.
- **Ewosmart,** une startup fondée par Arlande Joerger Aroukoun dont le but est de remettre la nature au cœur des espaces urbains et péri-urbains.
- **Tamaee,** une ONG togolaise représentée par Adjôké Pinabel qui œuvre dans la gestion des déchets et la biodiversité urbaine à Lomé.
- **Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement (GESCOD)**, dont la mission est l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions de coopération internationale. Philippe Nagels, représentant de l'antenne Gescod au Cameroun a participé à l'échange.
- L'**Association d'entraide entre le Nord et le Sud** qui œuvre pour la mise en place de projets de solidarité a été représentée par Kévin Le Dez, Chargé du Développement Durable et Marc Koumba Mihindou.

Nous avons mis en place des moments de dialogue avec les représentants de ces OSC françaises et africaines, les 26 et 28 mars dernier, afin d'échanger sur des thématiques communes, trouver des synergies aux projets mis en place par nos partenaires et nos bénéficiaires.

De ces échanges ressortent plusieurs conclusions :

- La nécessité de toujours inclure les communautés locales dans la conception de projets environnementaux.
- La compréhension des retours terrains et les réseaux d'acteurs impliqués dans chaque projet.
- L'intégration de partenaires administratifs, privés et publics pour avoir une approche globale et compréhensive des enjeux du terrain.

Ces différents échanges ont également pu valider notre matrice notamment sur la synergie et la mise en réseau comme caractéristique essentielle, voire cruciale dans la mise en œuvre de projet à impact pour une meilleure action environnementale sur le continent africain.

Aux bonnes pratiques, il faut associer les pratiques et le développement endogène qui permet d'ancrer les projets dans la réalité, de savoir que les pratiques traditionnelles sont compatibles et complémentaires avec le développement d'activités respectueuses de l'environnement. C'est le propos qu'Arlande Joerger, fondatrice et CEO de EwoSmart, a tenu à mettre en exergue, afin de souligner l'abondance de connaissances, pratiques et outils qui existent sur le continent africain et ce, quelles que soient éles régions.

Au-delà du partage des bonnes pratiques, nos bénéficiaires ont pu échanger de potentiels partenariats avec les associations participant à cet échange. Cette demande de partenariat ressort comme l'une des thématiques et préoccupations principales de nos bénéficiaires. Pour le cas de Koraï, la startup fondée et gérée par Jeimila Donty dans le rétablissement des coraux et la réduction des dettes carbones des entreprises, les bénéficiaires ont pu envisager la possibilité d'un partenariat dans le cadre d'activités autour de fleuves ou de rivières, étant donné que le Cameroun n'est pas doté de coraux.
Parmi les bénéficiaires de nos activités se trouve Serge Claude Atangana, coordinateur de l'Institut Supérieur des Sciences Agronomiques de l'Environnement et de l'Entrepreunariat Rural (ISSAEER), partenaire officiel de l'antenne GESCOD au Cameroun. Cette collaboration a permis d'expliciter les modalités de collaboration et de travail commun avec GESCOD afin que le reste des bénéficiaires puissent se rapprocher de l'antenne pour leurs projets.

Les discussions se sont conclues par un partage de coordonnées, afin de poursuivre ces dialogues fructueux, très appréciés tant par les bénéficiaires que par les structures partenaires, qui ont manifesté le désir de multiplier de telles initiatives.

CHAPITRE 03

CONTEXTE ET RÉALITÉS DU TERRAIN AU CAMEROUN : EXTRAITS DU RAPPORT CONDUIT PAR ALTERNATIVES DURABLES POUR LE DÉVELOPPEMENT (ADD)

La transition écologique est un processus de transformation profonde des modes de production et de consommation, visant à réduire les impacts négatifs sur l'environnement et le climat, tout en favorisant le développement humain et social.

Le Cameroun, comme de nombreux pays africains, est confronté à des défis majeurs pour engager cette transition, tout en répondant aux besoins de sa population croissante et diversifiée.

Parmi ces défis, on peut citer :

- **Déforestation** :
  - Le taux de déforestation au Cameroun est estimé à environ 0,5% par an.
  - Entre 2001 et 2020, le pays a perdu environ 3,9 millions d'hectares de couverture forestière.

- **Biodiversité** :
  - Le Cameroun abrite une biodiversité exceptionnelle avec plus de 8 260 espèces de plantes, 910 espèces d'oiseaux, 320 espèces de mammifères, et 280 espèces de reptiles.
  - Cependant, la biodiversité est menacée par la perte d'habitat, le braconnage et les changements climatiques.

- **Gestion des déchets** :
  - En 2020, la production de déchets solides au Cameroun était d'environ 2,2 millions de tonnes.
  - Le recyclage et la gestion appropriée des déchets restent des défis, avec seulement une petite fraction des déchets effectivement recyclée.

- **Changements climatiques** :
  - La température moyenne au Cameroun a augmenté d'environ 1,2 °C au cours du siècle dernier.
  - Les effets des changements climatiques se font sentir à travers des phénomènes tels que les inondations et les sécheresses, impactant l'agriculture et les ressources en eau.

- **Pollution de l'eau** :
  - Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), environ 50% des sources d'eau au Cameroun sont contaminées par des polluants provenant des activités industrielles, agricoles et domestiques.

- **Perte de sols agricoles** :
  - La dégradation des sols due à l'agriculture non durable affecte près de 30% des terres arables au Cameroun.
  - L'érosion des sols compromet la productivité agricole et contribue aux problèmes d'inondations.

- **Gestion des aires protégées** :
  - Le Cameroun compte plus de 20 aires protégées, mais la pression anthropique, y compris l'exploitation illégale des ressources, met en péril l'intégrité de ces zones.

- **Énergie et émissions de gaz à effet de serre** :
  - La dépendance aux énergies fossiles reste élevée, contribuant aux émissions de gaz à effet de serre. En 2019, les émissions totales de CO2 du Cameroun étaient d'environ 10,5 millions de tonnes.

- La dépendance aux énergies fossiles, notamment le pétrole, qui représente environ 40% des exportations du pays et 20% de ses recettes fiscales. Cette dépendance rend le Cameroun vulnérable aux fluctuations des prix internationaux et aux effets du réchauffement climatique. Le pays doit diversifier son mix énergétique, en développant les énergies renouvelables, telles que l'hydroélectricité, le solaire, l'éolien ou la biomasse, qui représentent actuellement moins de 1% de la production électrique.

- La dégradation des ressources naturelles, notamment les forêts, qui couvrent environ 40% du territoire et abritent une biodiversité exceptionnelle. La déforestation, due principalement à l'agriculture, à l'exploitation minière et au bois de chauffe, entraîne des pertes de services écosystémiques, tels que la régulation du climat, la protection des sols, la fourniture d'eau potable ou la production de produits forestiers non ligneux. Le Cameroun doit mettre en œuvre une gestion durable des forêts, en renforçant la gouvernance, la lutte contre l'illégalité, la participation des communautés locales et le respect des droits fonciers.

"La transition écologique au Cameroun implique donc une coordination des acteurs publics, privés et de la société civile, à différents niveaux (national, régional, local), ainsi qu'une mobilisation des ressources financières, techniques et humaines."

Elle nécessite également une sensibilisation et une éducation des citoyens aux enjeux du développement durable, qui élargit les démarches pédagogiques et les contenus en y incluant les dimensions économiques, sociales et démocratiques, allant ainsi au-delà d'une conception uniquement environnementale de la crise climatique.

Cette étude menée par Alternatives Durables pour le Développement (ADD) a identifié, analysé et valorisé les bonnes pratiques de la transition écologique mises en œuvre par les OSC au Cameroun, en s'appuyant sur des exemples concrets et des témoignages d'acteurs.

Les bonnes pratiques de transition écologique identifiées dans le cadre de cette étude sont diverses et répondent à un besoin spécifique par rapport à une localité ou une région du pays. Ces pratiques sont qualifiées de bonnes dans ce sens qu'elles contribuent soit à réduire les émissions de gaz à effet de serre, soit à préserver les ressources naturelles, à améliorer la qualité de vie des populations, ou encore à renforcer la gouvernance participative.

Ainsi, les bonnes pratiques identifiées sont alignées aux cinq axes thématiques de l'étude classés par ordre décroissant : l'agroécologie, la protection de la nature, outils de la transition écologique, la transition énergétique la gestion de déchets. Ces 5 secteurs clés ont été retenus pour procéder à la sélection des acteurs porteurs d'action pour l'environnement

Bonnes pratiques en agroécologie

Les bonnes pratiques identifiées en agroécologie sont l'apiculture naturelle, le compostage des déchets biodégradables, la fabrication des bio-pesticides, la vulgarisation de l'agroforesterie, la formation des producteurs sur les pratiques agroécologiques, la formation des producteurs sur les techniques de fabrications des intrants biologiques, le contrôle qualité des semences paysannes, la conservation des produits et solutions endogènes, la transformation des produits locaux (savons à base d'huile de neem), la sécurité semencière vivrière, l'accès aux équipements des producteurs, la production des engrais liquides biologiques, la promotion des semences locales /endogènes résilientes au stress hydrique, la sensibilisation sur les dangers et les conséquences des feux de brousse. La multiplication des colonies d'abeilles sur les arbustes comme support.

Ces bonnes pratiques sont portées par 69% des OSC enquêtées. Les OSC de toutes les régions sont impliquées sur les questions d'agroécologie, mais les actions sont plus accentuées dans les régions du Centre, de l'Ouest, et de l'Extrême Nord.

Bonnes pratiques en protection de la nature

Les bonnes pratiques identifiées en protection de la nature portent sur la réduction de l'utilisation des engrais chimiques, les actions de reboisement et de lutte contre la déforestation, la mobilisation des femmes et des jeunes pour le reboisement des terres dégradées, la sensibilisation des communautés à la réduction de la déforestation, l'éducation environnementale, la pratique de l'arboriculture en milieu scolaire et dans les anciennes décharges, le renforcement des capacités et la sensibilisation sur l'exploitation durable et la conservation de la biodiversité marine,

la mise en place des pépinières communautaires, la sensibilisation sur les changements climatiques, la sensibilisation sur les dangers et les conséquences des feux de brousse. Ces bonnes pratiques sont portées par 62% des OSC enquêtées réparties dans les 10 régions.

Bonnes pratiques en outils de la transition écologique

Les bonnes pratiques identifiées sur les outils de la transition écologique portent entre autres sur le partage des expériences sur les initiatives en lien avec la transition écologique, la conception des parcours agroécologiques, les plaidoyers pour la transformation des consciences pour plus d'équité et de justice climatique, le réseautage avec les autres acteurs engagés dans l'agroécologie, le diagnostic des systèmes de production actuels, recherches sur les indicateurs de suivis et mesures de la transition, le développement de nouveaux processus de production et transformation pour accompagner la transition écologique, le développement des itinéraires agroécologiques de production et des protocoles d'essais d'efficacité et de toxicité des solutions et technologies alternatives, le retour d'expériences sur les pratiques agricoles durables, la création d'événements, les émissions radio sur l'éducation environnementale, les plaidoyers en faveur d'un cadre juridique et institutionnel plus favorable à l'agroécologie, la mise en réseau et recherche de marchés innovants, la participation citoyenne. Ces bonnes pratiques sont portées par 33% des OSC enquêtées dont les plus impliquées sont celles des régions du Centre, de l'Ouest et de l'Est.

Bonnes pratiques en transition énergétique

Les bonnes pratiques identifiées en transition énergétique sont la construction des foyers améliorés, la production du charbon écologique, la fabrication du biogaz, la vulgarisation des énergies photovoltaïques à travers la construction des forages à énergie solaire, la facilitation de l'accès des peuples autochtones aux énergies renouvelables, l'éducation énergétique, l'accompagnement à l'adoption des énergies photovoltaïques, l'utilisation et la formation des jeunes dans les énergies vertes, principalement en énergie solaire, biogaz, énergie éolienne. Ces bonnes pratiques sont portées par 27% des OSC enquêtées. Les OSC des régions de l'Extrême Nord, du Nord, du Centre et du Littoral sont les plus impliquées dans ces actions, néanmoins quelques actions sont visibles dans les régions de l'Est, du Nord-Ouest, du Sud, de l'Adamaoua et de l'Ouest. Les actions sur la transition énergétique sont plus implémentées dans le septentrion (Adamaoua, Nord, Extrême-Nord). Bien que quelques actions soient portées par certaines OSC sur la transition énergique, beaucoup reste à faire pour satisfaire la demande en besoin énergique.

Bonnes pratiques sur la gestion des déchets

Les bonnes pratiques sur la gestion des déchets sont les sensibilisations sur les dangers liés aux déchets plastiques, la collecte, le tri et le recyclage des déchets. Elles sont portées par 19% des OSC enquêtées dont les plus impliquées dans ces actions se trouvent dans les régions du Centre, de l'Ouest et du littoral.

CHAPITRE 04

PRÉSENTATION DU JURY



L'association **Alternatives Durables pour le Développement (ADD)** fondée en 1990 est un acteur clé dans le développement durable au Cameroun. Elle lutte contre l'exclusion sociale et les déséquilibres écologiques. Portée par les équipes de Stanislas Bineli, l'ADD a activement participé à l'élaboration de cette activité de pratiques environnementales grâce à une recherche de terrain extensive sur les initiatives en cours au Cameroun. C'est également grâce à cet ancrage territorial que nous avons pu sélectionner les structures lauréates de cette formation.

L'association se donne pour objectif global : contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques et environnementales des populations démunies et marginalisées tout en incluant la protection de l'environnement dans leurs activités
Leurs objectifs spécifiques sont :

1. Promouvoir les initiatives de production/transformation, de commercialisation agricole et artisanale
2. Promouvoir les activités de santé et d'éducation, formation des populations rurales dans les domaines technique, organisationnel (vie associative), et gestionnaire.
3. Favoriser les échanges entre paysans/paysannes et la mise en place des centres de documentation en milieu rural.
4. Promouvoir l'accès à l'eau potable et l'assainissement de base avec les populations des zones défavorisées par l'aménagement et la construction de puits et latrines.
5. Contribuer à l'amélioration des rapports de genre dans toutes les activités liées au développement socio-économique.

L'**Association Jeunesse Verte du Cameroun (AJVC)** est une association portant sur l'empowerment des jeunes au Cameroun dans la protection de l'environnement et sur les enjeux du réchauffement climatique. L'AJVC est en lien avec plusieurs acteurs locaux et internationaux au Cameroun, allant du secteur privé au secteur public. Porté par Marie Tamoifo, la mission de l'association est de convaincre que les jeunes sont les porteurs du futur de la protection environnementale au Cameroun.

Le champ d'action de l'AJVC est multiple, parmi les actions principales nous comptons :

1. La sensibilisation des jeunes sur les questions environnementales au Cameroun
2. L'inclusion de ces jeunes dans le processus décisionnel des politiques environnementales
3. L'information et l'éducation des jeunes à la protection de l'environnement (campagnes de sensibilisation, participation aux grands rendez-vous climatiques)

L'AJVC est une association présente sur une grande étendue du territoire national. Nous retrouvons également dans son champ d'action le renforcement de capacité des jeunes pour permettre un meilleur passage à l'action et une meilleure représentation des jeunes dans le processus de décision, de les former en tant que négociateurs climat ou sur les questions de biodiversité et identifier des synergies communes à l'Afrique Centrale sur ces sujets.

Le **Think Tank RSE** est un collectif des acteurs et entreprises durables. Cette structure rassemble des animateurs de territoires durables en Afrique et au-delà. Le Think Tank RSE est le premier groupe de travail, d'échange et de partage entre l'Europe et l'Afrique qui accompagne les acteurs et les entreprises dans la structuration de leurs activités dans leur démarche RSE. Porté par les équipes de Julie Biron, le Think Tank RSE a été un acteur clé dans la sélection des candidatures des structures porteuses d'actions environnementales au Cameroun.

La démarche du Think Tank RSE s'opère sur plusieurs volets :

1. Construire une démarche RSE basée sur les enjeux métier des entreprises,
2. Faire de leurs engagements des opportunités de croissance responsable et d'innovation,
3. Intégrer une culture RSE dans toutes les strates de votre entreprise et acculturer les équipes à la RSE.

Leur cible : les entreprises et les organisations internationales travaillant avec ou étant liées à l'Afrique.

Les atouts du Think Tank RSE résident dans leur capacité à pouvoir contextualiser la démarche RSE des entreprises et organisations selon leur cœur de métier et la zone géographique où elles exercent leur activité. Nos experts accompagnent votre réussite en Afrique comme en Europe sur les territoires francophones.

Le **projet Fonds de Solidarité pour les Projets innovants - Transition Écologique (FSPI Transition Écologique)** s'inscrit dans une stratégie mondiale, régionale et locale, et sera accompagné par divers acteurs. Ces derniers sont informés, consultés et mobilisés tout au long du projet, grâce aux différentes instances de dialogue existantes et aux outils propres de pilotage mis en œuvre. Piloté par Constantin Nzati et les équipes du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Cameroun. Le FSPI se révèle par ses expertises multiples.

L'objectif du projet est simple : renforcer la capacité des acteurs des sociétés civiles camerounaise et française à intégrer les enjeux liés à la transition écologique dans les politiques et actions sectorielles, ainsi que dans les attitudes et pratiques de l'ensemble des acteurs.

On repère 3 activités principales :
1. Renforcer dans les 10 régions du Cameroun la participation et l'implication de la société civile et des décideurs politiques dans la transition écologique.
2. Contribuer au renforcement des capacités des jeunes et en particulier des femmes en matière d'engagement citoyen dans le développement et la mise en œuvre effective de politiques liées à la transition écologique dans les 10 régions du Cameroun.
3. Renforcer la vulgarisation des pratiques par l'accompagnement de projets portés par les OSC partenaires en faveur de la transition écologique et l'organisation des retours d'expérience quant à leurs effets.

CHAPITRE 05

PRÉSENTATION DES STRUCTURES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



IMAGE : LA CARTE DU CAMEROUN

RÉGION CENTRE

Structure 1. Le Centre d'Appui aux Initiatives de Développement Local (CAIDEL) est une association qui œuvre dans le domaine de la protection de la nature.

Ses missions sont multiples :

1. Contribuer à la mise en œuvre des initiatives de gestion durable et équitable de l'environnement et des ressources naturelles
2. Contribuer à la promotion de la décentralisation et du développement local
3. Contribuer à la mise en œuvre des initiatives de développement socioéconomique durable et équitable
4. Promouvoir les initiatives de santé Communal

Plusieurs projets ont été mis en œuvre par le CAIDEL dans le domaine de protection de l'environnement notamment un projet d'information des jeunes à la gestion durable des ressources forestières et fauniques avec la GIZ (Agence de coopération internationale allemande pour le développement). On compte aussi un projet d'accompagnement des communautés d'Edea dans la conservation et la préservation de la biodiversité à travers les pratiques agroforestières, d'agriculture durable et d'éducation environnementale avec le PNUD.

Le coup de cœur de JMA

L'association a captivé l'attention des équipes JMA par ses projets menés dans le domaine de la santé, domaine crucial pour le développement et pour l'environnement. L'association brille également par ses projets avec la GIZ qui confirme ainsi le potentiel de la structure.

Contact : Émile Jean Damascène ONANA, Coordinateur des Programmes. caidel2001@yahoo.fr

Structure 2. Approches Locales pour le Développement Durable (ALDED) est une ONG qui agit dans la gestion des déchets.

Les missions d'ALDED sont :

1. Développer l'esprit d'entreprise et de leadership chez les femmes et les jeunes, notamment en situation de vulnérabilité
2. Contribuer au renforcement et à la culture de l'intégrité dans la gestion des biens publics
3. Favoriser le respect de l'équilibre entre la recherche du gain économique, la préservation de la nature et l'équité sociale

L'ONG travaille en étroite collaboration avec différentes communes du Cameroun notamment celle de Nkoteng dans le cadre du recyclage de déchets ménagers et des déchets agricoles.

Le coup de cœur de JMA

ALDED a une réelle capacité de mise en réseau et de partage de connaissances dans la gestion des déchets. Nous considérons que cette composante est essentielle à la mise en place de pratiques environnementales efficaces et ayant un réel impact.

Contact : François AMOUGOU, Coordinateur régional.
aldedcam@gmail.com

Structure 3. Action for Sustainable Development est une association dans le domaine de l'agroécologie et la protection de la nature qui a pour but de :

1. Promouvoir la gestion des forêts et la protection de l'environnement
2. Valoriser les ressources forestières
3. Aider les individus et les groupes sociaux à la résolution des problèmes d'environnement et de développement
4. Coopérer activement dans un double but d'échange d'expérience et d'entraide avec les autres organisations nationales ou internationales ayant les mêmes objectifs

L'association est en capacité de mobiliser un réseau important d'acteurs et de collaborateurs pour mettre en oeuvre leurs projets. Ces derniers sont mis sur pied avec les communautés locales avec un accent mis sur le genre et l'autonomisation des femmes vulnérables. L'un des projets phares de l'association en 2023 était de sensibiliser, former et accompagner les ménages dans les villes de Kribi et Yaoundé à la séparation des déchets ménagers de sorte à utiliser la fraction biodégradable pour produire du compost qui a servi à fertilisé les potagers familiaux.

Le coup de cœur de JMA
La singularité de cette structure réside dans sa capacité à avoir mis en place une plateforme publique bien construite avec une démarche louable de dissémination des connaissances !

Contact : Geneviève NDJIKI WELADJI, Coordinatrice et Présidente. genevievendjiki@gmail.com

Structure 4. Sustainable Environment and Information Management Company (SENIMA Company) est un cabinet de conseil dans une association qui agit dans l'agroécologie et la protection de la nature.

Œuvrer à la promotion et à la mise en œuvre des valeurs et principes de développement durable en contribuant à la mise en place des solutions technologiques adaptées à la protection de l'environnement et des ressources naturelles, au renforcement techniques des institutions et sociétés de production et au renforcement des capacités des communautés vulnérables est la mission première de SENIMA. À travers leurs activités de formation SENIMA procède à :
1. Cartographier et collecter des géodonnées sur les exploitations agricoles
2. Conduire des inspections internes
3. Digitaliser les systèmes de gestion interne

Le coup de cœur de JMA
Une approche basée sur les données, et la collecte de géodonnées pour les exploitations agricoles, leur traduction au niveau local, ainsi que les enjeux de digitalisation constituent une bonne pratique de management !

Contact : Martial TSE, CEO.
senimacompany@gmail.com

Structure 5. L'association Fresh Impetus dans le domaine de l'agroécologie souhaite:

Promouvoir de l'échange culturel et interculturel, l'accompagnement des couches vulnérables dans les domaines de la santé et l'éducation et l'appui au projet de développement dans les CTD.

À travers l'éducation environnementale, le montage et suivi des projets, consultations environnementales, Fresh Impetus instaure des projets en synergie avec des acteurs locaux et internationaux notamment la GIZ et des OSC camerounaises lors de du Projet Forêt, Environnement et Climat (ProFEC) et ECON-ECO en partenariat avec la CAPEF. Fresh Impetus est également en collaboration et en communication avec des experts issus des ministères de l'Environnement, de l'Habitat, de la Santé, de la chambre d'Agriculture des Pêches de l'Élevage et des Forêts et des Communes de Dzeng, Yokadouma, Soa, Esse, Awae, Douala 3eme et Tomkombere.

Le coup de cœur de JMA
Des pratiques bénéfiques dans la mise en oeuvre de leurs programmes auprès de communes distinctes, et une démarche basée sur la capitalisation et la diffusion !

Contact : Ulrich Béranger ZENGUE ZE, Fondateur et Coordinateur. uzengueze@gmail.com

Structure 6. Cameroon Forest and Environment Network (CAFEN) est une association qui agit dans l'agroécologie et la protection de la nature.

Le coeur de la mission de CAFEN est de s'engager à travailler sur tout l'ensemble du territoire camerounais dans les domaines de la gestion durable des ressources naturelles, selon les conditions définies de gré à gré aux moments opportuns.

L'association a travaillé dans le projet Women and Youths in Forest Protection (WYF-PRO) en collaboration avec L'Association des Femmes Africaines pour une meilleure prise en compte du rôle crucial que jouent les femmes dans l'action forestière et la protection des forêts au Cameroun.

Partenaire clé du FSPI

L'association fait partie du réseau des partenaires du FSPI et est en capacité de mettre en avant et valoriser ses projets auprès de différentes parties prenantes nationales et internationales.

Contact : David MBAMA, Vice-Président.
mbamad244@gmail.com

Structure 7. Scout du Cameroun

La mission principale de l'association est claire :
Contribuer à l'éducation et au développement des jeunes pour qu'ils acquièrent leur plein épanouissement physique, intellectuel, social et en tant que responsables et membres de leur communauté locale, nationale et internationale. Agissant dans la gestion des déchets, les Scouts du Cameroun effectuent des tours du Cameroun pour la lutte contre la marée plastique dans les zones écologiques fragiles. Les Scouts du Cameroun souhaitent contribuer à l'éducation des jeunes afin de participer à la construction d'un monde meilleur façonné par des personnes épanouies, prêtes à jouer un rôle constructif dans la société.

Partenaire clé du FSPI

L'association fait partie du réseau des partenaires du FSPI et est en capacité de mettre en avant et valoriser ses projets auprès de différentes parties prenantes nationales et internationales !

Contact : Inès KAMENI, Commissaire Nationale Déléguée en charge du Développement Durable
ineskameni88@gmail.com

Structure 8. L'Institut Supérieur des Sciences Agronomiques de l'Environnement et de l'Entreprenariat Rural est une entreprise agissant dans le domaine de l'agroécologie.

Le coeur de la mission de l'entreprise est clair: toujours procéder au respect de l'environnement dans les projet comme c'est le cas dans la production de produits biologiques et de fertilisants sains pour l'environnement et les cultures.

Le coup de cœur du jury

L'entreprise a captivé l'attention du jury pour son expertise dans le domaine de la formation notamment la formation des jeunes. L'Institut a une valeur ajoutée grâce à l'aspect entrepreneurial des formations. qui permet une claire montée en compétences des jeunes sur la question de l'environnement et de sa protection au Cameroun. De plus, les membres du jury ont décelé une légitimité pour l'organisme puisque c'est un organisme accrédité par un arrêté de création du Ministère de l'Enseignement Supérieur. On retrouve aussi parmi ses qualités une stratégie de communication claire sur les réseaux sociaux, notamment sur Facebook.

Contact : Serge Claude ATANGANA, Formateur.
claudeepoi@gmail.com

Structure 9. Action for Development and Empowerment

La mission principale de l'association est claire: Promouvoir les œuvres sociales, éducatives et environnementales.

Agissant dans la conception d'outils de la transition écologique, Action for Development and Empowerment souhaite lutter contre la pauvreté, et l'insalubrité en mettant en place des projets de développement et des activités communautaires. L'association souhaite promouvoir les œuvres sociales, éducatives et environnementales et a mis en place des projets de formation des journalistes, blogueurs.es et influenceurs.es sur la résilience sociale et environnementale.

Partenaire clé du FSPI

L'association fait partie du réseau des partenaires du FSPI et est en capacité de mettre en avant et valoriser ses projets auprès de différentes parties prenantes nationales et internationales.

Contact :Fanoel DZEVELA, Secrétaire Général.
dzevelafanoel@gmail.com

RÉGION DU LITTORAL

Structure 1. Agir en Ubiquité pour le Développement Durable (AudGreen) est une association qui oeuvre dans le domaine de la gestion des déchets et la protection de la nature. Ses missions sont multiples :

1. Promouvoir et vulgariser les bonnes pratiques environnementales et de développement durable au sein de la jeunesse, notamment en rapport avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) 6, 7, 12 et 13*
2. Inciter les jeunes à mener de petites actions inclusives au sein de leur communauté en faveur de la lutte contre le changement climatique
3. Promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources à travers le partage d'expérience (4R : Recycler, Réutiliser, Réduire, Réparer)

L'association a pu mener de multiples projets dans la gestion des déchets comme le projet *Je trie* sur la gestion durable des déchets ménagers et assimilés dans la ville de Douala, l'élaboration d'un guide du tri des déchets et l'accompagnement de bénéficiaires dans leur projet à travers la formation.

Le coup de cœur de JMA

Les équipes de JMA ont particulièrement apprécié le portage public des formations : une bonne pratique dans la mise en synergies : Intégration des modules relatifs aux métiers verts dans les curricula des Centres de Formation aux Métiers (CFM) avec le MINFOPRA (Ministère de la formation professionnelle et de la réforme administrative)

Contact : Roseline BOMBA, Directrice Exécutive.
aud4green@gmail.com

Structure 2. Family Green Corporation est une association clé dans le domaine de la protection de la nature et de l'agroécologie.

L'association agit activement dans la conservation communautaire, la fabrication de biofertilisants et la fabrication de charbon écologique. Parmi ses projets, on note la réduction de la pression sur les ressources halieutiques par le renforcement de l'engagement communautaire à travers l'agriculture biologique dans la commune de Mouanko, qui a pour objectif principal de proposer une nouvelle source de revenus aux pêcheurs afin de réduire la pression sur les ressources naturelles.

Le coup de cœur du jury

L'association a captivé l'attention du jury pour sa notoriété et son action sur le terrain. Les membres du jury ont particulièrement apprécié sa bonne mise en réseau avec une variété d'acteurs, avec la résonnance directe des actions menées en lien avec les ODD et le bon équilibre de la variante genre et âge dans les équipes de l'association.

Contact : Victor Marcel Junior EYIDI, Secrétaire général.
vimajey@gmail.com

Structure 3. Coopérative agricole et de Promotion sur le Littoral est une coopérative dans le domaine de l'agroécologie et de la protection de la nature.

Sa mission est la la protection de son environnement et de sa biodiversité.
La coopérative a pour projet de créer une unité de production de 10 hectares de banane-plantain sans engrais ni pesticides aux abords du fleuve Nkam à Ndogbèlè par Yabassi.

La coopérative souhaite aussi stimuler et encourager les jeunes dans la production biologique de la banane-plantain, être sensible à la création et au partage de la valeur ajoutée avec tous les acteurs des filières agricoles rentables.

L'association a pu mener de multiples projets dans la gestion des déchets comme le projet Je trie sur la gestion durable des déchets ménagers et assimilés dans la ville de Douala, l'élaboration d'un guide du tri des déchets et l'accompagnement de bénéficiaires dans leur projets à travers la formation.

Partenaire clé du FSPI

L'association fait partie du réseau des partenaires du FSPI et est en capacité de mettre en avant et valoriser ses projets auprès de différentes parties prenantes nationales et internationales.

Contact : Misse Sophie EDIMO, PCA.
edimo200@gmail.com

RÉGION d'ADAMAOUA

Structure 1. Global Village Cameroon est une ONG dans le domaine de la protection de la nature et la transition énergétique. Ses missions sont multiples:

1. Contribuer à la protection de l'environnement et au développement durable des zones rurales et périurbaines
2. Lutter contre la marginalisation des plus vulnérables (femmes, enfants, handicapés, populations autochtones, déplacés internes et réfugiés)

L'organisation mène ses projets avec un réel ancrage sur le terrain et une mobilisation des acteurs communautaires (facilitateurs endogènes) qui assurent une couverture efficace dans l'exécution des projets. De plus, l'implication des acteurs institutionnels locaux (ONGs, représentants des services déconcentrés de l'état, élus locaux) qui permet une meilleure couverture des groupes cibles, la disponibilité des informations publiques et vérifiées, la légalité /légitimité de l'action et une réelle concertation entre les acteurs. Global Village for Cameroon a participé aux cadres de concertation et de proposition des recommandations de la société civile sur la problématique de l'état civil au Cameroun (PROCIVIS de la DUE, 22 OSC, MINDEVELL, BUNEC, MINJUSTICE, Mairies, etc..)

Le coup de cœur de JMA

Au sein de JMA, nous avons réellement apprécié la forte mobilisation de relais communautaires endogènes, et une démarche de conformité forte : une bonne pratique pour les associations !

Contact : Léonie KENGNE MBE, Chargée des Programmes.
kengneml@yahoo.fr

Structure 2. Cameroon Youth Green Initiative est une association qui oeuvre dans la protection de la nature et la transition énergétique.

L'association promeut la protection de l'environnement sur toute l'étendue du territoire camerounais, contribue au reboisement et à la végétalisation des sites dégradés et forme les individus sur la promotion de la paix et la lutte contre toute forme de discrimination. Soutenus par des cabinets de conseils camerounais comme Essah Consulting, Cameroon Youth Green Initiative a organisé des formations en ligne gratuites à destination des jeunes sur la sensibilisation à la transition écologique.

Le coup de cœur de JMA

La capacité de l'association à organiser des formations à destination de la jeunesse, à collaborer avec les organes étatiques comme le Ministère de l'Environnement mais aussi des acteurs de la région d'Afrique centrale (notamment la RDC), font de Cameroon Youth Green Initiative un acteur à impact réel.

Contact : Stève Patrick ESSONO, Président.
essono62@hotmail.com

Structure 3. Action pour le développement communautaire (ADECO) concentre l'ensemble de ses activités dans le domaine de l'agroécologie. Ses missions dans la sécurité alimentaire sont:

1. La mise en oeuvre d'activités de sécurité alimentaire en implémentant une technique agroécologique
2. Lutter contre la marginalisation des plus vulnérables (femmes, enfants, handicapés, populations autochtones, déplacés internes et réfugiés)

L'association partage avec ses partenaires les expériences et retours de terrain. Elle collabore aussi avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT) concernant le renforcement économique et administratif des coopératives menées par des femmes camerounaises. Cette action se fait dans le but global de porter leurs projets à l'échelle nationale tout en tenant compte de la complexité des défis climatiques au Cameroun afin de poursuivre cette lancée vers des pratiques agroécologiques.

Le coup de cœur du jury

Les multiples membres du jury ont décelé dans cette association une évaluation positive de l'impact des projets. De plus, grâce à sa dynamique de partenariats variés et multi-acteurs, l'association s'inscrit dans une démarche co-constructive.
Elle élabore aussi des projets basés sur un mécanisme de recherche et d'action et démontre un intérêt accru dans le renforcement des capacités des communautés.

Contact : Aritien SONINGA, Coordinateur National.
sonyaritien@gmail.com

RÉGION NORD

Structure 1. L'association Jeunesse Émergente et Républicaine du Cameroun agit dans la protection de la nature et des outils de la transition écologique dans le but de: Lutter contre la destruction des sols dans le Septentrion

L'association propose des actions concrètes et citoyennes en vue de la sensibilisation des jeunes. Elle opère dans:

1. La mobilisation des jeunes autour des idéaux républicains
2. La promotion du patriotisme et construction d'une citoyenneté responsable
3. La protection durable de l'environnement.

Partenaire clé du FSPI
L'association fait partie du réseau des partenaires du FSPI et est en capacité de mettre en avant et valoriser ses projets auprès de différentes parties prenantes nationales et internationales.

Contact : Amadou TAPARE LABARANG, Coordinateur Régional. amadoulabarang@gmail.com

RÉGION EXTRÊME-NORD

Structure 1. L'association Organisation des Jeunes pour la Citoyenneté Active et le Développement (OJECAD) agit dans la protection de la nature pour accomplir 3 missions:

1. Promouvoir le leadership et la responsabilité en milieu jeune
2. Promouvoir les Objectifs du Développement Durable en fonction de sa vision
3. Promouvoir et cultiver la paix, la sécurité et la justice au Cameroun.

L'association opère dans la valorisation des jeunes et leur compréhension dans la place qu'ils occupent pour protéger l'environnement lors d'événements nationaux comme la Foire communale de Maroua organisée par la Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ).

Coup de cœur du jury
Les actions de cette association ont marqué le jury qui considère qu'elle se distingue par son implantation territoriale ainsi que son expertise poussée du terrain. Son engagement auprès des jeunes et leur valorisation de la jeunesse est une qualité indéniable qui révèle l'importance de ce genre d'initiatives dans la région de l'Extrême-Nord.

Contact: Bienvenu ATCHINALE ADAMA, Responsable des programmes. bienvenueatchinale@gmail.com

Structure 2. Le Service d'Appui aux Initiatives Locales de Développement (SAILD) est une ONG qui oeuvre dans l'agroécologie.

La vision du SAILD est claire: un monde équitable, juste et solidaire où les personnes sont épanouies et vivent décemment du fruit de leur travail dans un environnement sain et équilibré. Sa mission est d'accompagner la population rurale -prioritairement- dans ses initiatives entrepreneuriales et agropastorales en vue de son épanouissement socio-économiques et culturelles et pour une gestion durable des ressources dont elle dépend. Dans le cadre du *Projet d'optimisation de la conservation du parc national de Deng Deng* à travers le renforcement des capacités des communautés locales riveraines sur les pratiques agroécologiques, le SAILD a travaillé à renforcer les systèmes d'agriculture durable des communautés riveraines en vue de limiter la déforestation liée à l'agriculture dans le parc.

Le coup de cœur de JMA
La capacité de l'organisation à mettre en relation des partenaires scientifiques, institutionnels et médiatiques pour la mise en oeuvre des différents projets stratégiques démontre une réelle capacité à agir sur le terrain.

Contact : Marie Martine YOBOL, Directrice du centre de documentation. cddr@saild.org

Structure 3. SYDEL est une entreprise dans le secteur de l'agroécologie qui souhaite :

Promouvoir le bien des populations vulnérables en intervenant dans les secteurs de l'éducation, le social, les activités génératrices de revenus et le WASH.

L'entreprise est active sur des projets de renforcement de capacité des communautés locales notamment à travers le projet *Appui à la cohabitation pacifique entre les communauté du Logone Birni à l'Extrême-Nord du Cameroun* en partenariat avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) permettant ainsi de cumuler et prendre en compte les variantes de transition écologique et processus de paix.

Le coup de cœur JMA

SYDEL mène à travers ses projets une approche liant les enjeux de peace-keeping et de WASH, absolument essentiels sur la zone Extrême-Nord. Ses différents projets sont des exemples de gestion de projet efficients.

Contact : Denis DJONGYANG, Ingénieur.
denisdjong1507@gmail.com

RÉGION OUEST

Structure 1. L'association Centre de Recherche et d'Action Humanitaire pour le Droit, l'Éducation et le Développement (CRADED) agit dans l'agroécologie pour accomplir 2 missions :

1. Mobiliser les populations et faire du plaidoyer communautaire et institutionnel
2. Mener et promouvoir les actions visant à améliorer la vie et à accroître la sensibilité de l'homme à la préservation de la nature.

L'association intègre pleinement les populations dans les activités de promotion ou de préservation de l'environnement avec une approche pacifique conciliant transparence, recevabilité, clarté et intégrité.
Un exemple de projet à succès est le *Projet intégré de gestion écologique des déchets dans la ville de Foumban*. Ce projet conçu a mobilisé de nombreuses organisations de la société civile et des organisations à base communautaire.
L'association bénéficie également de partenariats institutionnels grâce au Préfet du Noun, du Délégué département du MINEPDED (Ministre en charge de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable), au sous-préfet de Foumban, des Délégués départementaux de la jeunesse et de l'éducation civique parmi d'autres.

Coup de cœur de JMA
CRADED a fait preuve d'une première expérience réussie dans le partage de connaissances et de bonnes pratiques. "Nous avons, dans le cadre de projet integré de gestion environnementale (PIGE), créé une mutualisation des connaissances en partageant les nôtres sur les mécanismes de gestion écologique et de gestion des déchets. Notamment les méthodes de traitement et de transformation des déchets."

Contact : Hervé Michel NGANFANG, Directeur exécutif.
nganfangherve@gmail.com

Structure 2. Nutritional Agricultural Network Farming

Cette association, pour mettre en oeuvre ses activités d'agriculture biologique, prend en compte la santé, l'équité et l'écologie afin d'offrir une vision de l'agriculture et une production respectueuse de l'environnement. La Nutritional Agricultural Network Farming aide à parrainer de petits programmes de formation pour les petits agriculteurs sur la façon de fabriquer et d'utiliser des engrais et des pesticides biologiques. L'objectif est de créer un système durable qui préserve l'énergie, le sol et l'eau, tout en assurant l'entretien général de l'environnement.

Le coup de cœur de JMA
Une approche partenariale multi-acteurs dans l'objectif de renforcer les capacités des petits producteurs vers une agriculture durable - et un partenariat important avec les pouvoirs publics pour sa promotion nationale font de cette association un véritable acteur impactant. De plus, nos équipes décèlent que l'association répond à un besoin clair de sécurité alimentaire dans un contexte géopolitique trouble.

Contact : Nancy NAVLOVA, Fondatrice.
nalovanancy1@gmail.com

Structure 3. L'association Ticket des Jeunes pour l'Impact Social (TJIS) dans l'agroécologie et la protection de la nature propose des missions en 3 points:

1. Promouvoir l'entrepreneuriat responsable et innovant en stimulant la création d'emplois, en identifiant et en donnant aux jeunes entrepreneurs les moyens de transformer leurs passions en entreprises rentables et durables
2. Travailler au développement des chaînes de valeurs agropastorales biologiques (agroécologie)
3. Travailler au niveau local avec les organisations communautaires et les élus locaux pour que les jeunes participent aux cadres de concertation et contribuent efficacement à influencer les politiques en faveur des jeunes

.
L'association oeuvre pour une pratique de l'agriculture et de l'élevage respectant l'environnement (sans utilisation de produits chimiques de synthèse); prise en compte du genre; inclusion; participation des jeunes dans la mise en oeuvre des initiatives. Ces principes sont pleinement intégrés dans les projets de l'association comme le Projet de Facilitation de l'Installation des Agriculteurs et Eleveurs déplacés internes et populations hôtes vulnérables de la Commune de Bafoussam 1er (P-FINAGEL) financé par la GIZ-PESoP et la Commune de Bafoussam 1er. D'autres projets notables sont le développement du web La Roue : une chaîne de diffusion de contenu pour la sensibilisation, l'éducation et le développement du savoir-faire des jeunes à travers l'entrepreneuriat, le leadership et la gouvernance. Implémenté dans 3 régions du Cameroun : Centre, Extrême-Nord et Nord.

Le coup de coeur de JMA
TJIS a une véritable réplicabilité pour ses projets et un branding très intéressant et original pour la portée de ses projets !

Contact : Théophile KAMGANG NZEULEU, Président.
theophilenzeuleu@gmail.com

Structure 4. Centre pour l'Environnement, le Partenariat et le Développement Local (CEPDEL)

L'association agit dans la gestion des déchets et vient encourager les partenariats d'action en vue de trouver des solutions adaptées aux problèmes socio-économiques des jeunes et des femmes. Elle a comme mission de former et dynamiser les groupes, leaders locaux sur les questions de management de l'environnement local. De prendre des initiatives en vue de la promotion, du développement des énergies renouvelables comme solution aux carences énergétiques. Ses projets de pré-collecte de déchets dans la Commune de Dschang et sa communication permanente avec les experts locaux permettent la possibilité de dupliquer ses actions sur le reste du territoire.

Le coup de cœur du jury

Une bonne communication sur les réseaux sociaux qui permet un suivi, une traçabilité et une transparence dans les actions menées non seulement pour les bénéficiaires mais aussi pour le public intéressé permet un impact concret et direct par les projets de CEPDEL.

Contact : Josiane FEUGUE KENFACK, Directrice de CEPDEL
euguekenffac@yahoo.fr

Structure 5. Care for Environment est une association dans le domaine de la protection de la nature et des outils de la transition écologique qui souhaite :

1. Promouvoir la protection et le respect de l'environnement
2. Sensibiliser sur le déséquilibre des écosystèmes, la gestion anarchique des déchets et sur la nécessité du reboisement
3. Contribuer à limiter les effets des changements climatiques

"*L'association travaille à la sensibilisation et à la formation de tous les citoyens en général et en particulier des jeunes et des femmes afin d'atteindre un idéal : celui de voir naître une société dans laquelle tout le monde agit pour la sauvegarde, la préservation et le salut de la création en menant des projets comme Transition Energétique au Féminin (TEFEM)*".

Partenaire clé du FSPI

L'association fait partie du réseau des partenaires du FSPI et est en capacité de mettre en avant et valoriser ses projets auprès de différentes parties prenantes nationales et internationales.

Contact :Bergère KALA BANGADA, Responsable Suivi-Évaluation.
bergere224@gmail.com

RÉGION EST

Structure 1. L'Association Santé et Innovations pour le Développement Durable (ASSID) agit dans l'agroécologie et la protection de la nature pour permettre :

D'arriver à un monde rural où les communautés gèrent de manière durable les ressources naturelles, accèdent aux services de base et ou l'autopromotion des communautés est assurée.

Pour mettre en application ses missions en objectifs, l'association se dote d'un réseau multi-acteurs avec qui elle partage des projets communs notamment pour un *Projet amélioration des pratiques agricoles*, le *Projet d'électrification des Baka* et le *Projet de mise en place des forêts communautaires.*

L'association bénéficie d'une mise en relation importante avec des acteurs traditionnels comme les ministères de l'État camerounais dans le *Projet amélioration des pratiques agricoles*, dans les projets d'électrification et dans la mise en place de projets en collaboration avec le Ministère de la Santé dans la mise en place de mutuelles de santé communautaire.

Coup de cœur de JMA

La capacité de l'association à se mettre en réseau avec des acteurs locaux, associatifs et institutionnels relève d'une réelle capacité à mettre en oeuvre ses atouts pour des projets ancrés et avec une capacité de mise à l'échelle dans l'étendue du territoire camerounais.

Contact: Paul GBALENE, Président du Conseil Administration.
ong.assid@gmail.com

RÉGION SUD

Structure 1. L'ONG Initiative Jeunesse Rurale Avenir porte 4 missions pour agir dans la protection de la nature et la confection d'outils de la transition écologique:

1. Permettre aux couches vulnérables de se prendre elles-mêmes en charge
2. Briser les barrières psychologiques
3. Réveiller les consciences endormies
4. Mobiliser les populations et faire du plaidoyer communautaire et institutionnel

Pour mettre en application ses missions, l'association partage son expertise avec des experts des différents ministères du Cameroun (Santé, Développement Durable, Élevage et Pêche) pour une bonne mise en œuvre des bonnes pratiques pour une meilleure action environnementale à travers différents projets notoires comme le *Projet FELACO* (Femmes Leadership, Autonomisation et Changement Organisationnel) et le *Projet de valorisation et de gestion des déchets plastiques dans les communes de Kribi 1 et 2*.

Coup de cœur de JMA
L'Initiative présente une bonne pratique de management identifiée, avec une vrai parité jeunesse et égalité des genres, mais aussi une démarche basée sur la création d'emploi via la revalorisation !

Contact : Désiré NTEDE, Chef des Programmes.
ntedentede@outlook.com

Questions pour les bénéficiaires de l'activité

"Valorisation des pratiques environnementales"

CAMEROON YOUTH GREEN INITIATIVE

Contact: Stève Patrick Essono,
cameroonyouthgreeninitiative@gmail.com



1. Dans un contexte où la paix et la lutte contre la discrimination sont des enjeux cruciaux, comment peut-on envisager de former et d'informer efficacement la population sur ces questions ? Quelles stratégies spécifiques pouvez-vous proposer pour promouvoir la paix et combattre toute forme de discrimination dans la société camerounaise ?

Le Cameroun est riche d'une diversité ethnique impressionnante. Cette spécificité sociale peut être un facteur de richesses ou de conflits divers. La richesse qu'apporte cette diversité tient dans la richesse culturelle que chaque peuple pourrait apporter à la construction du pays. Pour cela, il faudrait valoriser sur le même pied d'égalité l'ensemble des cultures et des ethnies. Les conflits quant à eux pourraient survenir à la suite des discriminations d'une ou de plusieurs communautés et aussi par la circulation des fausses nouvelles qui attisent le tribalisme et concourt ainsi à des conflits.
Pour former et informer efficacement les populations sur la paix et la lutte contre les discriminations, il faudrait valoriser le potentiel qu'apporte cette diversité ethnique ceci au travers de l'éducation des moins jeunes et des jeunes qui sont l'avenir du pays. Ceci passe par des interventions dans le milieu scolaire ou des sessions de formation en ligne des jeunes volontaires ou encore par des campagnes de proximité qui recruteraient des ambassadeurs de la paix pour des périodes bien précises et dont le suivi des activités se fera continuellement.

2. Les actions sociales visant à autonomiser les communautés vulnérables sont essentielles pour favoriser un développement inclusif. Comment mettez-vous en œuvre de telles actions au Cameroun, et quelles sont les mesures clés que vous préconisez pour assurer leur efficacité et leur durabilité ?

Les communautés vulnérables sont principalement victimes du non-respect de leurs droits et de l'accaparement de leurs ressources parce que ces dernières manquent de connaissances suffisantes sur leurs droits. Elles disposent de suffisamment de connaissances de leur milieu dont elles tirent l'essentiel de leurs ressources. L'une des premières actions à mener pour l'autonomisation de ces communautés est de veiller avec ces dernières au respect de leurs différents droits notamment sur le foncier et la protection des ressources naturelles. Puis, favoriser l'éducation de ces communautés afin qu'elles puissent faire face d'elles-mêmes aux différentes préoccupations qui pourraient affecter leur communauté notamment sur les plans sanitaires et économiques. Nous prônons ainsi la prise en compte des intérêts des communautés vulnérables dans le cadre des projets de développement et l'accompagnement de ces dernières pour qu'elles puissent être des acteurs de leur propre développement et non subir les projets pensés ailleurs et qui leurs seront imposés.

3. L'encouragement de l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes est essentiel pour assurer un développement durable, responsable et cohérent. Dans le cadre de vos activités, comment guidez-vous et encadrez-vous efficacement la jeunesse camerounaise vers l'entrepreneuriat ? Quels sont les mécanismes les plus efficaces pour inspirer et soutenir les jeunes entrepreneurs ?

L'entrepreneuriat par de la mise à disposition d'une clientèle de services ou de produits spécifiques afin de satisfaire un besoin. Ceci suppose qu'en amont les entrepreneurs doivent avoir un certain niveau de connaissance puis des moyens pour produire et proposer les services ou produits. Or, le contexte camerounais est marqué par de nombreuses contraintes mais aussi d'opportunités. Au niveau de la formation, il peut y exister une insuffisance de moyens pour permettre l'application des cours théoriques. Cette situation constitue de fait un handicap pour un certain type de prestation. Par ailleurs, de nombreuses opportunités sur le plan de l'entrepreneuriat existent vu que le Cameroun continue d'être un grand importateur de produits et de services et connaît une balance commerciale déficitaire depuis de nombreuses années. Pour parvenir à renverser la situation, il faudrait dès la base accentuer la professionnalisation des formations, encourager les partenariats entre les entreprises et les centres de formation pour former aux besoins spécifiques de ces entreprises, élaborer des programmes concertés de formation qui prennent en compte les besoins spécifiques du pays et d'accompagner les acteurs en termes d'équipement pour permettre la production. Nous pensons aussi que l'État ou les collectivités territoriales décentralisées pourraient réserver un pourcentage de leur marché aux jeunes entreprises afin de permettre à ces dernières d'acquérir une expérience et d'avoir un peu de trésorerie qui leur permettrait de grandir. Pour des marchés complexes, ces institutions pourraient contraindre les entreprises plus expérimentées à s'associer à des entreprises jeunes. Il est également important d'insister auprès des jeunes entreprises de porter une attention particulière à la qualité des services qu'elles proposent afin de séduire les consommateurs locaux et de pouvoir exporter. L'intégration des contraintes sociales et environnementales dans le processus de création et de développement de ces jeunes entreprises ou des entrepreneurs en herbes devrait aussi être un accent important à suivre afin d'avoir des entreprises vertes et citoyennes.





TICKET DES JEUNES POUR L'IMPACT SOCIAL (TJIS)



Contact: Théophile Kamgang Nzeuleu
youthsticket4simpact@gmail.com

Présentez vous et parlez nous de votre organisation (objectifs, missions, partenaires principaux)

Je suis Théophile Kamgang Nzeuleu, Fondateur et président de Ticket des Jeunes pour l'Impact Social(TJIS) basée à Bafoussam dans la Région de l'Ouest Cameroun. Ticket des Jeunes pour l'impact Social (TJIS) est une organisation qui s'est engagée à catalyser la transformation socio-économique au Cameroun en investissant dans la jeunesse et les femmes et en favorisant le développement de l'entrepreneuriat.
Elle permet aux jeunes de devenir employables en transformant leurs passions en carrières durables. Nous croyons fermement que chaque jeune et chaque femme a le potentiel de devenir un entrepreneur prospère, créant ainsi des opportunités durables pour eux-mêmes et leurs communautés.
Notre raison d'être réside dans l'autonomisation des jeunes et des femmes en les dotant des compétences entrepreneuriales nécessaires, en les inspirant à innover et en les guidant tout au long de leur parcours entrepreneurial. En outre, nous œuvrons activement à la promotion de l'agriculture biologique dans la Région de l'Ouest Cameroun, à la restauration des sols avec des engrais naturels, à la préservation de l'environnement, et à la production de produits de qualité, contribuant ainsi au bien-être des consommateurs.
Nous sommes convaincus que ce double engagement, envers la jeunesse, la femme entrepreneuriale mais aussi l'agriculture durable, est essentiel pour bâtir une nation plus dynamique, équitable, prospère, et respectueuse de l'environnement.

Objectif général

Permettre aux jeunes de devenir employable en transformant leurs passions en carrières durables.

Objectifs spécifiques

- Créer des opportunités d'emploi en favorisant la formation à l'entrepreneuriat responsable et innovant : Identifier les jeunes entrepreneurs, leur fournir les ressources et outils nécessaires lors des formations et sensibilisations et les accompagner pour transformer leurs passions en entreprises rentables et durables.
- Développer les chaînes de valeurs agro-pastorales et promouvoir l'agro-écologie : Renforcer les compétences des jeunes dans le domaine de l'agriculture biologique et des pratiques agro-écologiques, en vue de soutenir le développement durable des filières agro-pastorales.
- Promouvoir une identité culturelle africaine positive : Renforcer les capacités des jeunes africains en mettant en avant la richesse et la diversité de la culture africaine, contribuant ainsi à renforcer leur sentiment d'appartenance et leur fierté culturelle.
- Favoriser la participation des jeunes aux processus décisionnels locaux : Travailler en collaboration avec les organisations communautaires et les élus locaux pour faciliter l'inclusion des jeunes dans les cadres de concertation et les aider à influencer les politiques en leur faveur.
- Promouvoir la santé et lutter contre les violences basées sur le genre (VBG) : Mettre en place des initiatives visant à améliorer le bien-être et la santé des entrepreneurs jeunes, tout en sensibilisant et en luttant contre les violences basées sur le genre au sein de la communauté.

- Promouvoir la santé et lutter contre les violences basées sur le genre (VBG) : Mettre en place des initiatives visant à améliorer le bien-être et la santé des entrepreneurs jeunes, tout en sensibilisant et en luttant contre les violences basées sur le genre au sein de la communauté.

Notre vision
Notre vision est de contribuer pour un Cameroun où les jeunes des communautés à faible revenu ont accès à des opportunités et à des informations qui leur permettent de grandir de manière holistique, de devenir financièrement indépendants et de vivre une vie durable.

Nos missions
- Promouvoir l'entrepreneuriat responsable et innovant en stimulant la création d'emplois, en identifiant et en donnant aux jeunes entrepreneurs les moyens de transformer leurs passions en entreprises rentables et durables;
- Œuvrer pour le développement des chaînes de valeurs agropastorales et de l'agro-écologie (agriculture biologique) au bénéfice des jeunes ;
- Renforcer les capacités de la jeunesse africaine en promouvant une identité positive de la culture africaine ;
- Œuvrer au niveau local avec les organisations à base communautaire et les élus locaux afin que les jeunes participent aux cadres de concertation et contribuent effectivement à influencer les politiques en faveur des jeunes.
- Œuvrer pour le bien-être de la santé des entrepreneurs et lutter contre les VBG en communauté.

Nos partenaires financiers et techniques

Partenaire financiers
- GIZ-PESoP,
- GFA Consulting,
- Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC)

Partenaire techniques

- Services du Gouverneur de la Région de l'Ouest Cameroun
- Délégation Régionale des Petites et Moyennes Entreprises Région de l'Ouest
- Délégation de l'Enseignement Secondaire Région de l'Ouest
- Ministère de la Décentralisation et Développement Local (MINDDEVEL)
- Ministère de la Promotion de la Femme (MINPROF),
- Ministère des Arts et de la Culture (MINAC),
- Ministère du Commerce (MINCOMMERCE),
- Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat (MINPMEESA),
- Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME),
- Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ),
- Mairie de Maroua 1er et 2è,
- Mairie de N'Gaoundéré 3è.
- Mairie de Bafoussam 1er

1. L'entrepreneuriat responsable et innovant est devenu un pilier essentiel du développement économique: comment stimuler la création d'emplois et encourager les jeunes entrepreneurs à transformer leurs passions en entreprises durables?

Stimuler la création d'emplois et encourager les jeunes entrepreneurs à transformer leurs passions en entreprises durables nécessite une approche holistique et inclusive. À travers le programme d'entrepreneuriat "Funds for Youths Project in Africa (FYPA) lancé en 2019, nous apportons une réponse transformative. Voici quelques stratégies utilisées pour y parvenir :

- *Éducation et formation*

Nous offrons chaque mois des programmes éducatifs et de formation axés sur l'entrepreneuriat responsable et innovant dès le plus jeune âge (à partir des écoles d'enseignement secondaire, supérieurs et aux sans-emploi), en mettant l'accent sur le développement des compétences entrepreneuriales, la sensibilisation aux enjeux sociaux et environnementaux, ainsi que sur la gestion durable des entreprises.

- *Accès au financement*

Faciliter l'accès des jeunes entrepreneurs à des sources de financement adaptées à leurs besoins, notamment à travers des programmes de microfinancement (c'est le cas avec nos lauréates du projet Miss Entrepreneuriat Cameroun où nous apportons une contribution significative afin qu'elles lancent des microprojets dans leur communauté), le partage d'informations sur des subventions gouvernementales et concours. Encourager les institutions financières à soutenir les initiatives entrepreneuriales responsables et innovantes.

- *Incubateurs et espaces de coworking*

Nous envisageons créer un centre d'incubation à Bafoussam dans la région de l'Ouest pour répondre aux besoins des jeunes entrepreneurs sur place car il n'en existe pas. Pour le moment, nous réalisons au moins 80% de l'accompagnement en ligne (via Whatsapp) mais pas très efficace. Mettre en place un incubateur d'entreprises et des espaces de coworking équipés de ressources et de mentors pour accompagner les jeunes entrepreneurs tout au long de leur parcours, de la conception de leur projet à sa mise en œuvre est notre préoccupation ultime pour le programme FYPA et Miss Entrepreneuriat Cameroun. Ce programme dispose d'une plateforme de plus de 1020 membres entrepreneurs et aspirants entrepreneurs aujourd'hui. Ceci va favoriser aussi les échanges et la collaboration entre les entrepreneurs pour stimuler l'innovation et l'apprentissage mutuel.

- *Mentorat et réseautage*

À la fin de chaque session de formation, nous créons des programmes de mentorat permettant aux jeunes entrepreneurs de bénéficier des conseils et de l'expérience de chefs d'entreprise plus expérimentés. En les mettant ensemble autour d'un forum Whatsapp, cela encourage le réseautage entre les entrepreneurs, les experts et les partenaires potentiels pour favoriser les opportunités de collaboration et de croissance.

- *Soutien institutionnel*

Mettre en place un environnement réglementaire et administratif favorable à l'entrepreneuriat responsable et innovant, en réduisant les obstacles bureaucratiques, en encourageant la transparence et la responsabilité sociale des entreprises, et en offrant des incitations fiscales pour les initiatives durables.

- *Promotion de l'innovation sociale et environnementale*

Valoriser et promouvoir les initiatives entrepreneuriales qui intègrent des solutions innovantes pour résoudre des problèmes sociaux et environnementaux. Encourager les jeunes entrepreneurs à développer des modèles d'affaires durables qui génèrent un impact positif sur la société et l'environnement.

2. Le développement des chaînes de valeurs agropastorales biologiques représente une opportunité majeure pour promouvoir l'agroécologie et soutenir les communautés locales. Comment travailler à ce niveau pour favoriser l'adoption de pratiques agricoles durables et pour renforcer les filières biologiques ? Quels sont les principaux défis à relever et quelles solutions innovantes proposez-vous pour y faire face ?

Pour favoriser l'adoption de pratiques agricoles durables et renforcer les filières biologiques dans le développement des chaînes de valeurs agro-pastorales, plusieurs approches stratégiques sont et peuvent être envisagées :

- *Sensibilisation et formation*

Avec le soutien de la GIZ-PESoP en Septembre 2023, nous avons pu former, dans le cadre du projet de l'installation des agriculteurs et éleveurs déplacés internes et populations hôtes vulnérables de la Commune de Bafoussam 1er (FINAGEL), 69 agriculteurs et éleveurs déplacés internes et populations hôtes vulnérables aux pratiques agro écologiques dans la Commune de Bafoussam 1er. Récemment nous avons lancé sous fonds propre *le projet pilote 5000 bourses de formation en entrepreneuriat et agro écologie* dans le but d'offrir des formations pratiques aux producteurs dans les Communes de Bafoussam 1er, 2ème et 3ème. À la fin de cette phase pilote en décembre 2024, nous envisageons changer les comportements d'au moins 2000 agriculteurs et éleveurs vers l'adoption des pratiques respectueuses de l'environnement et durables. Mais avec des ressources supplémentaires, nous pourrions atteindre des résultats significatifs et impactants.

En effet, ces formations couvrent des sujets tels que la gestion intégrée des cultures, la restauration des sols, la biodiversité, et les méthodes alternatives de lutte contre les ravageurs et les maladies. Étant en zone périurbaine, nous sommes confrontés au manque d'espace cultivable ce qui pousse les producteurs agricoles à faire des kilomètres pour pratiquer les activités.
Pour l'élevage biologique, il y a une bonne accessibilité. Dans la formation, il serait important de mettre sur pieds un champ dans l'école agroécologique intégrée de la région afin de booster la formation et l'intégration des apprenants à la pratique en leur offrant des parcelles expérimentales. Nous sommes actuellement dans un processus de lobbying pour l'obtention de plus de 15 hectares de terres cultivables dans le village Bapi situé dans la Commune de Bafoussam 2ème.

- *Accompagnement technique*

Mettre en place des mécanismes de suivi et d'accompagnement technique pour aider les agriculteurs à mettre en pratique les techniques agroécologiques et biologiques dans leurs exploitations. Cela peut inclure des visites sur le terrain, des démonstrations pratiques, des conseils personnalisés et des échanges de bonnes pratiques entre pairs. C'est le cas dans le projet FINAGEL avec la GIZ-PESoP actuelle où nous assurons le suivi et coaching de 69 producteurs dans le respect des itinéraires techniques et l'application de la formation que ce soit sur la production des intrants agricoles biologiques ou leur utilisation.

- *Développement de partenariats*

Établir des partenariats solides avec les acteurs locaux est essentiel pour l'atteinte des objectifs, y compris les institutions gouvernementales, les organisations de la société civile, les entreprises privées, les chercheurs et les sociétés coopératives, pour créer un écosystème favorable à l'agroécologie et aux filières biologiques. Ces partenariats peuvent faciliter l'accès aux intrants biologiques, aux financements, aux marchés et aux technologies appropriées. En effet, nous avons la compétence et technique et nous avons déjà sur le marché quelques intrants agricoles biologiques tels que le Micro-Organisme Efficace (EMBio). Les partenaires financiers visés nous aideront non seulement à accroître notre impact dans les projets en cours, mais aussi à réaliser les actions suivantes : (i) la construction d'une usine semi-moderne pour la production du EMBio et autres intrants agricoles naturels ; (ii) l'analyse et la certification du produit ; (iii) la promotion et la vulgarisation des produits auprès des agriculteurs, éleveurs, coopératives par l'organisation de formations de masse, conférences et enfin ; (iv) porter le plaidoyer au niveau des collectivités territoriales décentralisées dans le but d'inscrire nos produits dans la politique de développement de l'agriculture biologique au Cameroun.

- *Certification et labellisation*

L'Ouest Cameroun est l'un des grands bassins de production agro-pastorale mais seulement, nous continuons à consommer à plus de 98% des produits nocifs pour notre santé. Dans la perspective de sensibiliser et encourager les producteurs à l'agriculture durable, nous pensons qu'il est important d'encourager la certification et la labellisation des produits biologiques pour garantir leur qualité et leur traçabilité sur le marché ; faciliter le processus de certification en fournissant un soutien administratif et financier aux agriculteurs et éleveurs intéressés par la conversion vers l'agriculture biologique.

- *Infrastructures et logistique*

Investir dans le développement des infrastructures agricoles et de la logistique pour faciliter la production, la transformation, la conservation et la commercialisation des produits biologiques. Cela peut inclure la construction de centres de collecte, de coopératives agricoles, de stations de conditionnement et de stockage, ainsi que l'amélioration des réseaux de transport et de distribution.

Principaux défis à relever :

- Sensibilisation limitée sur les pratiques agroécologiques et les filières biologiques du fait du manque de ressources financières suffisantes.
- Accès restreint aux intrants biologiques (la quantité que nous produisons est très insuffisante à la demande locale), aux financements et aux marchés pour les agriculteurs et éleveurs.
- Pressions économiques et sociales en faveur de l'agriculture conventionnelle et des chaînes de valeurs industrialisées.
- Vulnérabilité face aux aléas climatiques et aux maladies des cultures et des troupeaux.

Solutions innovantes :

Les solutions innovantes que nous pourrons espérer faire naître en vue de croître dans ce domaine et lever plus haut l'approche agroécologique dans la région et plus encore au Cameroun sont les suivantes :

- Utilisation des technologies de l'information et de la communication pour diffuser des informations et des conseils techniques aux agriculteurs et éleveurs.
- Mise en place de systèmes de financement participatif et de microcrédit pour soutenir la transition vers l'agriculture biologique. Pour les microcrédits, il s'agira de mettre en place un système de « pass on then give » encore appelé fonds rotatif où un financement sous forme de crédit est utilisé par au moins 2 bénéficiaires au cours de la même année.
- Promotion de circuits courts de commercialisation et de vente directe entre producteurs et consommateurs. Ce point sera plus efficace si nous mettons sur pied une application spécifique et unique pour la vente des intrants et produits agricoles biologiques.
- Plaidoyer pour l'intégration de l'agroécologie dans les programmes scolaires et universitaires pour former la prochaine génération d'agriculteurs et d'éleveurs aux pratiques durables. Ou simplement la création d'un centre de formations agroécologique intégré.

3. La participation des jeunes aux cadres de concertation locaux et leur contribution à l'élaboration des politiques sont cruciales pour garantir une prise en compte effective de leurs besoins et de leurs aspirations. Comment prévoyez-vous de travailler avec les organisations communautaires et les élus locaux pour faciliter cette participation et pour que les politiques en faveur des jeunes reflètent véritablement leurs préoccupations et leurs priorités?

Pour faciliter la participation des jeunes aux cadres de concertation locaux et pour garantir que leurs besoins et aspirations soient pris en compte dans l'élaboration des politiques, nous proposons les approches suivantes :

- *Sensibilisation et renforcement des capacités*

Il s'agit d'organiser des séances de sensibilisation et des formations pour informer les jeunes sur l'importance de leur participation aux processus de prise de décision locale et pour renforcer leurs compétences en matière de plaidoyer, de leadership et de gestion de projet communautaire. Nous avons entrepris une action similaire en prélude à la 58ème fête de la jeunesse en février dernier sur l'engagement citoyen des jeunes, les préparant ainsi à jouer un rôle actif dans le développement de leur communauté avec la collaboration de la Commune de Bafoussam 1er.

- *Création de plateformes de dialogue*

C'est principalement une plateforme de dialogue inclusive et participative à mettre en place où les jeunes peuvent s'exprimer librement, partager leurs idées et leurs préoccupations, collaborer avec les organisations communautaires et les élus locaux pour trouver des solutions aux défis locaux.

- *Intégration des jeunes dans les instances décisionnelles*

Travailler pour encourager la représentation des jeunes dans les organes de gouvernance locale, tels que les conseils municipaux, les comités consultatifs et les forums de jeunes, en veillant à ce que leurs voix soient entendues et prises en compte dans les processus de décision.

- *Consultations régulières*

Organiser des consultations régulières avec les jeunes pour recueillir leurs avis sur les politiques et les programmes locaux, et les impliquer activement dans l'identification des priorités et la formulation des recommandations à l'attention des décideurs locaux.

- *Collaboration avec les organisations de jeunesse*

Travailler en étroite collaboration avec les organisations de jeunesse locales pour mobiliser et organiser les jeunes, renforcer leur représentativité et leur capacité à influencer les politiques locales, et coordonner les efforts de plaidoyer en faveur de leurs intérêts communs.

- *Suivi et évaluation*

Mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour évaluer l'impact des politiques et des programmes sur les jeunes, et ajuster les interventions en fonction des besoins et des retours d'expérience des jeunes participants.







OJECAD CAMEROUN

Bienvenue Atchinale Adama,
ojecadcameroun@gmail.com



Présentez vous et parlez nous de votre organisation (objectifs, missions, partenaires principaux)
Notre organisation œuvre pour un engagement des jeunes en faveur du progrès citoyen et
du développement du pays. En ces temps où l'appel à l'action citoyenne est plus crucial que jamais, OJECAD dédie ses efforts à promouvoir un réel changement sociétal, à éveiller les consciences et à responsabiliser les jeunes.

Notre Mission :
OJECAD Cameroun s'engage à développer une culture de citoyenneté active et de développement durable à travers une série d'initiatives ciblées. Notre mission s'articule autour de la promotion des droits civiques, de l'éducation citoyenne, de la participation démocratique, du renforcement des capacités et de la mobilisation communautaire pour un progrès équilibré.

Nos Organes Phares :
Au cœur de notre démarche opérationnelle se trouvent deux organes fondamentaux, chacun porteur d'une mission capitale. Tout d'abord, notre Direction Exécutive incarne le moteur de l'action, déployant une série de programmes soigneusement élaborés visant à impulser un changement positif à divers niveaux de la société. Ces programmes embrassent des thématiques diverses, allant de l'éducation civique à la promotion de l'entrepreneuriat social, en passant par la sensibilisation environnementale et la consolidation de la paix.
Parallèlement, notre Comité d'Audit Interne et de Régulation joue un rôle crucial en assurant le bon fonctionnement de l'organisation. En veillant à la gestion des conflits au sein de notre structure et en conduisant des audits internes rigoureux, ce comité garantit la transparence, l'équité et l'intégrité au cœur de nos opérations. Grâce à cette structure fiable, nous sommes en mesure de consolider la confiance de nos membres et de nos partenaires.

Notre Méthode :
Le fonctionnement d'OJECAD Cameroun repose sur l'engagement et l'investissement de ses membres. À travers des adhésions actives et des cotisations régulières, nos membres participent activement au rayonnement de notre cause et à la concrétisation de nos objectifs.

Cette synergie collective est au cœur de notre action, donnant vie à nos idéaux, inspirant l'innovation et favorisant l'essor d'une communauté unie. À travers ces dynamiques de fonctionnement et nos principaux organes moteurs, OJECAD Cameroun s'engage à être un pilier de l'éveil citoyen et du progrès durable, contribuant à l'essor d'une société engagée, instruite et résiliente.

Nos partenaires :
OJECAD CAMEROUN depuis sa création en juin 2021, travaille en étroite collaboration avec les pouvoirs publics, notamment les pouvoirs sectoriels comme le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique (MINJEC). À côté de cela, nous collaborons avec la Commission Nationale pour l'Unesco de la République du Cameroun, la Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ), le Conseil National de la Jeunesse (CNJC), l'Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux (ACADIR).

1. Dans un contexte où la jeunesse africaine est confrontée à des défis complexes comme l'arrivée sur le marché de l'emploi, la compréhension des processus de paix et l'accomplissement des ODD : quels sont les principaux obstacles à surmonter et quelles stratégies efficaces peuvent être mises en oeuvre pour les aider à prendre leur place dans la société ?

Les principaux obstacles à surmonter à l'heure actuelle sont entre autres, le chômage des jeunes, le faible engagement citoyen des jeunes et en matière de la paix, la faible mise en œuvre des ODD, la marginalisation sociale des jeunes et les Violences Basées sur le Genre (VBG).
Pour aider les jeunes à prendre leur place dans la société, les stratégies suivantes peuvent être mises en œuvre :

- Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes grâce à des programmes de formation et de financement et Soutenir des secteurs créateurs d'emplois, tels que les technologies de l'information et de la communication et les énergies renouvelables.

- Renforcer l'engagement citoyen des jeunes, créer un espace de consultation dédié aux jeunes en relation avec les collectivités locales pour participer aux processus décisionnels, notamment des assemblées citoyennes dans chaque commune et au niveau de chaque région avec voix consultative.

- Renforcer la compréhension des processus de paix en organisant des ateliers, des forums et des campagnes de sensibilisation sur les conflits, la résolution de conflits et la consolidation de la paix, le dialogue, la réconciliation et la non-violence.

- Soutenir les organisations de jeunesse qui mettent en œuvre des projets visant à atteindre les ODD et Collaborer avec les gouvernements pour garantir l'allocation de ressources adéquates aux secteurs clés liés aux ODD.

- Sensibiliser aux Violences Basées sur le Genre (VBG) et promouvoir des comportements non violents, en formant les jeunes aux compétences de défense personnelle et de prévention de la violence.

2. Les objectifs du développement durable offrent un cadre crucial pour orienter les actions vers un avenir plus durable. Comment envisagez-vous de promouvoir ces objectifs auprès des jeunes au Cameroun, en les encourageant à intégrer cette vision dans leurs initiatives et leurs projets?

Pour promouvoir les ODD auprès des jeunes camerounais et les encourager à intégrer cette vision dans leurs initiatives et projets, nous pouvons nous basés sur trois piliers:

- *Éduquer et sensibiliser les jeunes aux ODD*

Ici, il s'agit à travers diverses activités de renforcer la capacité des jeunes sur l'importance des ODD et la nécessité d'intégrer ces dernières dans leurs initiatives et projets. Nous pouvons notamment organiser des ateliers, des forums et des campagnes de sensibilisation etc...

- *Soutenir l'entrepreneuriat en faveur des projets alignés sur les ODD*

Ce second pilier vise à encourager les jeunes à aligner leurs projets et initiatives sur les ODD. Notamment, en formant et en finançant les jeunes entrepreneurs qui développent des entreprises et des initiatives alignées sur les ODD.

- *Renforcer les Partenariats et collaboration dans la mise en œuvre des projets ODD*

La mise en œuvre efficace des projets et initiatives des jeunes nécessitent une collaboration solide. Ainsi, en renforçant les liens de collaboration entre les organisations de jeunesse, les établissements d'enseignement et les entreprises, nous pouvons promouvoir les ODD auprès d'un public plus large. Cela permettra également d'établir des partenariats avec des organisations internationales et des agences des Nations Unies pour accéder à des ressources et à une expertise de qualité pour un résultat plus efficace.

3. L'auto-emploi et la créativité sont des aspects essentiels du développement économique et social. Comment votre organisation met en avant des moyens plus efficaces pour encourager et soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes, tout en garantissant un environnement propice à leur réussite?

Chez OJECAD CAMEROUN, nous mettons en avant quelques moyens pour encourager et soutenir l'esprit d'entreprise chez les jeunes camerounais, tout en garantissant un environnement propice à leur réussite. Nous mettons en œuvre deux stratégies pour le faire :

- *Formation Et Encadrement Des Jeunes*

En organisant des programmes de formation en entrepreneuriat aux jeunes, le montage des projets, le suivi et évaluation des projets et la gestion financière. Aussi, à côté de la formation, nous créons un cadre d'échange et de partage d'expérience entre les jeunes entrepreneurs avec des mentors expérimentés qui peuvent fournir des conseils, un soutien et des orientations.

- *Plaidoyer En Faveur D'environnement Favorable*

Notre organisation plaide en faveur des politiques et de réglementations favorables aux jeunes entrepreneurs, telles que la simplification des procédures de création d'entreprise et la réduction de la bureaucratie. À côté de cela, nous soutenons des initiatives qui promeuvent une culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans la société. En mettant en œuvre ces stratégies, nous visons à créer un écosystème qui encourage et soutient l'esprit d'entreprise chez les jeunes camerounais, leur permettant de créer des entreprises prospères et de contribuer au développement économique et social du pays.




CENTRE DE PROMOTION
DE LA FEMME ET DE LA FAMILL
OJECAD-CAMEROUN Organise une table ronde et un séminaire de formation
avec les inscrits au programme jeune ambassadeur de la citoyenneté


GAHO
CMR

ASSID Association Santé et Innovations pour le Développement Durable

Contact: : ong.assid@gmail.com

1. Dans la perspective d'un monde rural où les communautés gèrent durablement les ressources naturelles et bénéficient d'un accès aux services de base, comment impliquer activement les communautés dans la gestion des ressources naturelles et garantir leur participation à la prise de décision pour assurer la durabilité des pratiques ?

L'implication des communautés dans la gestion durable des ressources naturelles devrait se faire à travers la conscientisation des populations sur les dégâts causés à l'environnement par des pratiques d'exploitation non durables. Cette conscientisation doit être suivie des formations sur les bonnes pratiques d'exploitation et la restauration des paysages forestiers. L'autopromotion des communautés rurales est tributaire du développement des activités génératrices des revenus. L'identification de ces AGR devrait tenir compte des chaînes de valeurs porteuses et la formation des bénéficiaires sur la gestion.

2. L'autopromotion des communautés rurales est un élément clé pour garantir leur autonomie et leur prospérité. Comment proposez-vous de soutenir cette autopromotion et de renforcer les capacités des communautés à s'autogérer de manière efficace et durable ? Quels sont les outils et les mécanismes que vous préconisez pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat au sein de ces communautés ?

Les principaux outils et mécanismes préconisés pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat au sein de ces communautés sont :

- Le diagnostic rural participatif (analyse du marché)
- Le développement des plans d'affaires (business plans)
- Le suivi-évaluation à travers l'approche « Action learning »
- La capitalisation des succès.

3. La question de l'accès aux services de base dans les zones rurales reste un défi majeur pour de nombreuses communautés. Comment envisagez-vous de garantir un accès équitable et durable à ces services, tels que l'eau potable, l'éducation et les soins de santé, dans les régions rurales ?

L'accès équitable et durable aux services de base comme l'eau potable, l'éducation et les soins de santé pourra être garanti dans les régions rurales si le processus suivant est adopté :

- Identification des besoins sur l'ensemble du territoire communal ;
- L'évaluation financière des besoins ;
- L'inscription des lignes budgétaires spécifiques dans les budgets communaux ;
- La mobilisation de la contribution financière et en nature des communautés ;
- La responsabilisation des bénéficiaires quant à la gestion des réalisations.

4. Quels partenariats et quelles stratégies de financement proposez-vous pour surmonter les obstacles à l'accès aux services de base et pour promouvoir le développement inclusif des communautés rurales ?

Pour surmonter les obstacles à l'accès aux services de base et pour promouvoir le développement inclusif des communautés rurales, nous proposons :

- Des partenariats public-privé ;
- L'implication des organisations de la société civile ;
- La recherche et le développement des partenariats avec les agro dealers ;
- La mise en place des outils de gouvernance pour les services de base

Centre d'Appui aux Initiatives de Développement Local (CAIDEL)

Contact: Emile Onana
caidel20@yahoo.com

Présentez vous et parlez nous de votre organisation (objectifs, missions, partenaires principaux)
Je me nomme ONANA Emile Jean Damascène, je travaille pour le CAIDEL (Centre d'Appui aux Initiatives de Développement Local) en qualité de Coordonnateurs des programmes. Le CAIDEL une association de développement se déterminant comme ONG de développement, de droit camerounais.

Notre mission:
La mission du CAIDEL est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations à la base rassemblées au sein des organisations communautaires bien structurées à partir des stratégies auto construites et des politiques alternatives et de mettre à la disposition des partenaires nationaux et internationaux une expertise pluridisciplinaire de qualité dans divers domaines de développement.

Objectifs visés :
Les interventions du CAIDEL visent les objectifs ci-après :

- Contribuer à la mise en œuvre des initiatives de gestion durable et équitable de l'environnement et des ressources naturelles (gestion durable des écosystèmes forestiers et des sols, promotion de la foresterie communautaire comme outil de lutte contre la pauvreté)

- Contribuer à la mise en œuvre des initiatives de développement économique et social durables et équitables (promouvoir un esprit d'entrepreneuriat et d'épargne crédit au sein de la population camerounaise avec un accent particulier sur les jeunes, les femmes et les groupes défavorisés ; promouvoir l'émergence d'organisations paysannes fortes ; promouvoir la professionnalisation agricole et la structuration des filières agroforestières au Cameroun ; contribuer à l'intégration socio-économique et à l'épanouissement des populations faibles, en détresse, marginalisées ou vulnérables ; faciliter l'accès aux services sociaux de base)

- Promouvoir les initiatives de santé communautaire et de lutte contre les IST/VIH-SIDA en vue d'un développement durable

- Contribuer à la promotion de la décentralisation et du développement local au sein des communes

Nos partenaires financiers et techniques
Jusqu'à ce jour, le CAIDEL a eu plusieurs partenaires dont les principaux :

- SGP/GEF/PNUD
- MANOS UNIDAS
- PLAN Cameroon et le Fonds Mondial de lutte contre le paludisme, la tuberculose

et le VIH/SIDA

- GIZ
- CARE INTERNATIONAL Cameroun
- SNV/FGF
- Union Européenne
- Coopération Canadienne au Cameroun (FONDS GED et FONDS SIDA)
- MINSANTE, MINFOF, MINEPDED
- Les organisations à base communautaires (GIC et Associations de

développement)

- ONG locales

1. La gestion durable des ressources et le respect de l'environnement sont des éléments essentiels du développement. Selon vous, comment pouvons-nous contribuer concrètement à la mise en œuvre d'initiatives visant à préserver et à exploiter équitablement nos ressources naturelles ?

Afin de contribuer à la mise en œuvre d'initiatives visant à préserver et à exploiter équitablement nos ressources naturelles, il est important et urgent d'impliquer véritablement les jeunes et les femmes dans toutes les activités et processus touchant la gestion des ressources naturelles. Jusqu'à présent et suivant nos analyses les femmes et les jeunes jouent les seconds rôles et par moment sont des simples figurants dans les projets concernant la gestion des ressources naturelles. Or ces deux catégories sont fortement impliquées dans l'exploitation des ressources naturelles.

2. La réalisation d'un développement socio-économique durable et équitable nécessite une approche inclusive. Comment envisagez-vous de contribuer à la mise en œuvre d'initiatives visant à améliorer les conditions de vie des populations tout en préservant les ressources pour les générations futures ?
Pour contribuer à la mise en œuvre d'initiatives visant à améliorer les conditions de vie des populations tout en préservant les ressources pour les générations futures, à notre sens il est important d'une part de mettre en œuvre des initiatives alternatives à l'exploitation abusive des ressources naturelles. À cet effet, il faut mettre à disposition un fonds permettant aux populations de développer des AGR.
Par ailleurs il est souhaitable de mettre en place un fond d'autonomisation socio-économique des femmes et des jeunes. Ce dernier pourrait être logé dans des établissements de microfinance et octroyer des crédits sans intérêts aux femmes et aux jeunes justifiants un projet d'autonomisation socio-économique fiable.

3. La promotion de la décentralisation et du développement local est un enjeu majeur pour renforcer la gouvernance et l'autonomie des collectivités. En tant qu'acteur engagé à l'échelle du Cameroun, quelles stratégies proposez-vous pour encourager efficacement la décentralisation et favoriser un développement local inclusif et durable ?

Dans le but d'encourager efficacement la décentralisation et favoriser un développement local inclusif et durable, nous proposons les stratégies suivantes :

- Amener les collectivités territoriales décentralisées à adopter et implémenter le budget participatif ;
- Favoriser l'élaboration des plans de développement locaux dont le processus d'élaboration et de mise en œuvre implique véritablement toutes les couches de la population. La consolidation des plans de développement locaux devra aboutir aux plans de développement communaux ;
- Rendre effectif et total le transfert des compétences et ressources aux collectivités territoriales décentralisées telle que le dispose la loi et non faire un saupoudrage tel qu'on le vit actuellement.

Coopérative Agricole et de Promotion de l'Élevage pour le Littoral (CAPE COOP CA)

Contact: Sophie Misse Edimo
edimo200@gmail.com

1. Face aux défis de l'insuffisance alimentaire et de l'exode rural, votre coopérative semble jouer un rôle crucial dans la revitalisation du département du Nkam dans la région du Littoral. Pouvez-vous nous décrire en détails comment votre initiative contribue à lutter contre ces problèmes, notamment en fournissant des emplois aux jeunes et en redynamisant l'économie locale ?

Dans notre initiative, concernant l'insuffisance alimentaire, nous avons entrepris la production de bananes plantains pour alimenter le marché local. Nous savons tous que pour voir si une localité vit, il faut regarder son marché s'il est animé ou pas. De plus, nous mettons un point d'honneur à consommer localement, en d'autres termes, à acheter et vendre en priorité localement. Sans oublier la main d'œuvre également que nous employons, constituée de jeunes de la localité. Tout ceci mis bout à bout contribue à la sédentarisation de la population surtout jeune.

2. La sécheresse causée par le changement climatique constitue une menace croissante pour les activités agricoles. Quels sont les détails et les étapes de votre projet d'irrigation et de construction d'un forage pour les riverains ? Quels sont les défis spécifiques que vous rencontrez dans la mise en œuvre de ces projets, et comment comptez-vous les surmonter pour assurer la durabilité de votre plantation ?

Concernant ce projet, nous sommes encore dans la phase d'études, et surtout de recherche de financement. En somme, nous pouvons affirmer que notre seul défi est financier et nous espérons et recherchons activement un partenaire pour l'implémentation.

3. Votre initiative d'implémenter de nouvelles plantations de patate et de manioc a pour objectif de consommer localement et réduire l'émission de gaz à effet de serre lié au transport dû à l'import de la farine de blé. Comment ces cultures locales contribueront à réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au transport des produits importés ? Quelles sont vos projections quant à l'impact de ces nouvelles cultures sur la sécurité alimentaire et l'autosuffisance de la région ?

Ce n'est un secret pour personne, un produit cultivé localement et consommé localement est toujours plus sain pour la planète qu'un produit fabriqué à l'autre bout du monde pour être consommé localement.
Concernant la patate et le manioc, ces cultures ne sont pas si nouvelles que cela, ce sont des cultures qui ont toujours été présente, sauf qu'elles n'étaient pas utiliser pour l'industrie alimentaire. Aujourd'hui, nous acceptons de consommer du pain à base de farine de manioc
ou de patate et c'est toujours aussi bon voire meilleur pour le corps que la farine de blé.
Partant de là, nous avons observé qu'il y a une demande qui peine à être comblée. D'où nos ambitions de nouvelles plantations.

For greening

Contact: Baltazar Atangana
greeningfor@gmail.com

Présentez vous et parlez nous de votre organisation (objectifs, missions, partenaires principaux)

Je suis Baltazar ATANGANA, Gender and Inclusion specialist, écrivain et activiste environnemental. Je suis le fondateur et le chargé des programmes de l'organisation For greening. L'objectif phare de notre organisation est de promouvoir la lutte contre les changements climatiques à travers une démarche inclusive et participative.

Notre mission:
Sensibiliser et soutenir les communautés locales et autochtones, les femmes et les jeunes surtout, dans la lutte contre les dérèglements climatiques à travers une manière de valorisation des pratiques environnementales, qui consiste à renforcer leurs capacités sur l'importance de conserver la biodiversité et de préserver la nature dans un contexte marqué par les polycrises.
Les femmes sont principalement concernées par les effets du changement climatique. Selon l'Unesco, pas moins de 80 % des personnes déplacées par le changement climatique et les catastrophes naturelles sont des femmes et des filles.

1. Quels sont les principaux obstacles auxquels les femmes et les filles sont confrontées lorsqu'elles aspirent à exercer un leadership dans la lutte contre le changement climatique? Quelles stratégies efficaces peuvent être déployées pour surmonter ces défis ?

Les principaux obstacles pour les femmes et les filles sont souvent le manque d'accès aux ressources, les inégalités socio-économiques et culturelles, ainsi que le manque de représentation. Pour surmonter ces défis, il est essentiel de promouvoir l'éducation, l'autonomisation économique, et d'encourager la participation et la formation au leadership.

2. Quelles actions concrètes peuvent être entreprises pour assurer une participation significative des femmes et des filles dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes visant à lutter contre le changement climatique et à s'adapter aux catastrophes naturelles ?

Pour assurer une participation significative, il est important d'intégrer des mécanismes de soutien spécifiques aux femmes, de favoriser l'inclusion dans les processus décisionnels, et de garantir un accès équitable aux opportunités et aux ressources. Concrètement, on devrait établir des quotas pour la représentation des femmes dans les instances de gouvernance, encourager la création de réseaux de femmes pour le partage des connaissances et des expériences, et mettre en place des mécanismes de mentorat pour soutenir le leadership féminin.

3. Comment peut-on favoriser une transition écologique efficace et comment pouvons-nous étendre ces pratiques à l'échelle mondiale ?

Pour favoriser une transition écologique efficace, il est crucial de promouvoir des politiques incitatives, d'investir dans des technologies durables, de sensibiliser et d'éduquer les communautés, et de renforcer la coopération internationale pour partager les meilleures pratiques et les solutions.
De manière opérationnelle, il faudrait promouvoir des pratiques agricoles durables telles que l'agroécologie, encourager l'utilisation de sources d'énergie renouvelables comme l'énergie solaire pour les ménages, sensibiliser sur la gestion durable des ressources naturelles, et faciliter l'accès des femmes aux technologies vertes et aux formations pertinentes.






FOR GREENING
pour un monde vert
FOR GREENING

Dans le cadre du projet FSPI Transition écologique porté par l'Ambassade de France au Cameroun, Je m'engage pour l'Afrique (JMA) a cherché à appréhender les enjeux des bonnes pratiques en matière de transition écologique au Cameroun et en Afrique afin de créer une matrice de bonnes pratiques basée sur trois critères d'évaluation : bonne pratique managériale, de mise à l'échelle et de diversification des projets

Le Cameroun se trouve confronté à un défi démographique majeur : d'ici 2050, sa population devrait quasiment doubler, atteignant les 52 millions d'habitants. En 2018, près de la moitié des Camerounais avaient moins de 15 ans, avec une moyenne de 4,8 enfants par femme. Parallèlement, les conditions de vie se détériorent en raison de défis environnementaux significatifs, avec plus de 1,5 million d'hectares de forêts perdus entre 2001 et 2020.

Les changements climatiques exposent davantage la population aux risques de pauvreté et de famine, que ce soit du fait de la désertification, de la pluviométrie, ou de la sécheresse. Des recommandations émises par la Banque Mondiale appellent les pays à mettre en place des réformes rapides pour préserver l'environnement, assurer la résilience du pays et de sa population, transformant ainsi les défis en opportunités. Forts de ce constat, les équipes de JMA lancent leur ouvrage recensant les bonnes pratiques portées par 30 structures agissant sur l'ensemble du territoire camerounais dans 5 domaines clés de la transition écologique et environnementale à savoir : l'agroécologie, la gestion des déchets, la protection de la nature, les outils de la transition écologique et la transition énergétique.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT FRANÇAIS Cameroun
Liberté
Créativité
Diversité

CONSEIL NOUVEAU SOMMET AFRIQUE FRANCE

FSPI Transition Écologique

Je m'engage pour l'Afrique JMA